

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Mare Nostrum

Société Anonyme

au capital de 757 496,80 euros

9, avenue de Constantine

38100 Grenoble

Exercice clos le 31 décembre 2019

Grant Thornton

Commissaire aux comptes

29, rue du Pont

92200 Neuilly-sur-Seine

F.B.A. Caelis Audit

Commissaire aux comptes

54, rue de la République

69002 Lyon

Auditeurs & Conseils Associés

Rhône-Alpes

Commissaire aux comptes

3, chemin du Vieux Chêne

38240 Meylan

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Mare Nostrum

Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'Assemblée générale de la société Mare Nostrum,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Mare Nostrum relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 22 mai 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les titres de participation sont évalués selon les modalités décrites dans la note « Participations et créances rattachées » de la partie « Règles et méthodes comptables » de l'annexe. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société et à vérifier que la note de l'annexe donne une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 22 mai 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêtés des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

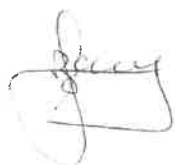
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly-sur-Seine, Lyon et Meylan, le 25 mai 2020

Les commissaires aux comptes

Grant Thornton
Membre français de Grant
Thornton International



Laurent Bouby
Associé

F.B.A. Caelis Audit



Geoffroy Joly
Associé

Auditeurs & Conseils Associés
Rhône-Alpes



Philippe Creps
Associé

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2019			31/12/2018
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement	2 625	2 625		
	Frais de développement	756 238	110 228	646 010	222 745
	Concessions brevets droits similaires	1 280 185	17 147	1 263 038	1 263 293
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles	211 665	64 701	146 964	37 778
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	2 805	2 805		
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	1 195 586	296 120	899 466	219 837
	Immobilisations en cours				71 042
	Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations	18 727 812		18 727 812	4 171 640	
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts				505	
Autres immobilisations financières	172 523		172 523	70 289	
TOTAL (II)		22 349 440	493 626	21 855 813	6 057 128
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	473 633		473 633	118 695
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	12 692 103	98 175	12 593 928	6 285 579
	Autres créances	20 532 397		20 532 397	12 041 283
Capital souscrit appelé, non versé					
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITES	4 772 969		4 772 969	2 488 663	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	324 174		324 174	252 126
	TOTAL (III)	38 795 275	98 175	38 697 100	21 186 345
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)					
Ecart de conversion actif (VI)					
TOTAL ACTIF (I à VI)		61 144 714	591 801	60 552 913	27 243 473
(1) dont droit au bail					
(2) dont immobilisations financières à moins d'un an				49 793	70 794
(3) dont créances à plus d'un an					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros		31/12/2019	31/12/2018
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	757 497	450 500
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	12 431 405	
	Ecarts de réévaluation	42 899	42 899
	RESERVES		
	Réserve légale	45 050	45 050
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	673 648	96 022
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	1 570 769	657 127
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Total des capitaux propres		15 521 268	1 291 597
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total des autres fonds propres			
Provisions	Provisions pour risques	77 483	
	Provisions pour charges		80 000
Total des provisions		77 483	80 000
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles	1 000 000	2 220 000
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	12 036 395	5 515 620
	Emprunts et dettes financières divers	19 040 622	10 548 148
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 851 673	3 932 632
	Dettes fiscales et sociales	3 125 861	2 171 321
	DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 272 310	913 073	
Autres dettes	627 301	571 082	
Produits constatés d'avance (1)			
Total des dettes		44 954 162	25 871 875
Ecarts de conversion passif			
TOTAL PASSIF		60 552 913	27 243 473
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		1 570 769,26	657 126,57
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		36 339 669	25 871 875
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		2 975 228	3 594 566

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2019

31/12/2018

		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	739 308		739 308	928 503
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	6 889 832		6 889 832	4 502 132
	Montant net du chiffre d'affaires	7 629 140		7 629 140	5 430 635
	Production stockée				
	Production immobilisée			493 536	222 745
	Subventions d'exploitation			500	6 572
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			128 707	102 824
	Autres produits			1 213	14 641
Total des produits d'exploitation (1)				8 253 097	5 777 416
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises			729 217	906 896
	Variation de stock				
	Achats de matières et autres approvisionnements				
	Variation de stock			359	
	Autres achats et charges externes			6 459 914	4 201 903
	Impôts, taxes et versements assimilés			50 289	17 596
	Salaires et traitements			676 874	614 870
	Charges sociales du personnel			207 945	172 258
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			249 824	70 872
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
- sur immobilisations					
- sur actif circulant					
Dotations aux provisions					
Autres charges			399 507	171 491	
Total des charges d'exploitation (2)				8 773 931	6 155 886
RES ULTAT D'EXPLOITATION				(520 834)	(378 469)

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros		31/12/2019	31/12/2018
RESULTAT D'EXPLOITATION		(520 834)	(378 469)
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 344 333 33 897 80 000 	1 241 358 191 685 181 587
	Total des produits financiers	1 458 230	1 614 630
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées (4) Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	26 175 451 603 	276 664
	Total des charges financières	477 778	276 664
RESULTAT FINANCIER		980 452	1 337 966
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		459 618	959 497
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	106 544 1 792 908 	282 250
	Total des produits exceptionnels	1 899 452	282 250
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	376 738 417 51 308 	40 606 545 272
	Total des charges exceptionnelles	790 101	585 879
RESULTAT EXCEPTIONNEL		1 109 351	(303 629)
PARTICIPATION DES SALARIES IMPOTS SUR LES BENEFICES		 (1 800)	 (1 258)
TOTAL DES PRODUITS		11 610 779	7 674 297
TOTAL DES CHARGES		10 040 009	7 017 170
RESULTAT DE L'EXERCICE		1 570 769	657 127
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs			
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs			
(3) dont produits concernant les entreprises liées		1 336 482	1 241 358
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées		338 674	233 718

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- Les comptes annuels sont établis en conformité avec les règles et méthodes comptables découlant des textes légaux et réglementaires applicables en France. Ils respectent en particulier les dispositions du Règlement de l'Autorité des Normes Comptable n°2016-07 du 4 novembre 2016, modifiant le règlement n°2014-03 relatif au plan comptable général qui a été homologué par arrêté du 26 décembre 2016.

Le bilan de l'exercice présente un total de **60 552 913 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits de 11 610 779 euros** et un total **charges de 10 040 009 euros**, dégageant ainsi un **résultat de 1 570 769 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2019** et finit le **31/12/2019**.

Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Ces immobilisations sont amorties selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.

Des provisions pour dépréciations sont comptabilisées en cas d'indices de perte de valeur.

Les frais de recherche sont amortis selon la méthode linéaire sur 2 à 3 ans. La société est amenée à réaliser des développements logiciels ayant vocation à être commercialisés. Les coûts sont constitués par la masse salariale chargée affectée à ces développements et sont comptabilisés en « Immobilisations en cours » pendant la phase de conception de ces logiciels, puis transférés au poste « Immobilisations incorporelles » dès lors qu'ils sont prêts à être commercialisés.

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les frais de recherche peuvent faire l'objet d'une dépréciation exceptionnelle dès lors qu'ils ne répondent plus aux critères d'activation.

Les marques acquises sont comptabilisées en immobilisations incorporelles. La société est titulaire d'un droit légal (droit de propriété industrielle). L'acquisition de ce droit constitue en principe une présomption de contrôle suffisante dans la mesure où il est opposable aux tiers et peut ainsi leur restreindre l'accès aux avantages générés par l'élément. Les marques acquises sont ainsi comptabilisées en immobilisations pour leur coût d'acquisition.

Ces marques ne sont pas amortissables, la durée de consommation des avantages économiques n'étant pas limitée à l'acquisition.

Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

oFrais d'établissement :	5 ans
oFrais de recherche et développement :	2 à 3 ans
oConcessions, brevets et licences :	Entre 0 à 3 ans
oAutres immobilisations incorporelles :	3 ans
oLogiciels :	3 ans

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les amortissements sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de la durée de vie économique prévue, et en accord avec les pratiques professionnelles du secteur d'activité.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle (vénale ou d'usage) est inférieure à la valeur nette comptable.

Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

oOuvrages d'infrastructures :	5 ans
oInstallations et agencements divers :	8 ans
oŒuvres d'art :	Non amortissables
oMatériel de transport :	3 à 5 ans
oMatériel de bureau et informatique :	3 ans
oMobilier :	8 ans
oImmobilisations corporelles en cours :	Non amortissables

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Cash-pooling

La société est la société centralisatrice au titre de la convention de cash-pooling du groupe. Les disponibilités ou concours bancaires courants qui participent à cette centralisation de trésorerie sont isolés au bilan, par convention comptable, dans des comptes courants appropriés.

Participations et créances rattachées

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition y compris les frais accessoires. Un amortissement dérogatoire est constaté afin de tenir compte de l'amortissement de ces frais accessoires. La valeur d'inventaire des titres de participation correspond à leur valeur d'utilité. Cette valeur d'utilité est appréciée par référence à des méthodes multicritères intégrant notamment les flux futurs actualisés, les multiples de chiffre d'affaires, les perspectives d'avenir et la quote-part de situation nette. Lorsque la valeur d'inventaire s'avère inférieure au coût d'acquisition des titres de participation, une provision pour dépréciation des titres de participation est constituée pour le montant de la différence.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont enregistrées lorsque la Société estime qu'à la date d'arrêté des comptes, une obligation légale ou de fait à l'égard d'un tiers provoquera probablement une sortie de ressources au bénéfice de tiers et qu'une estimation fiable peut être calculée.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation.

Quand la société estime que les risques liés à un contrôle fiscal sont probables, une provision est constatée. Hormis la provision comptabilisée concernant un contrôle fiscal portant sur les exercices antérieurs, la société conteste intégralement les contrôles fiscaux et ne les provisionne donc pas.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Emprunts et dettes

En date du 7 juin 2019, le Conseil d'Administration de la Société agissant dans le cadre de la délégation de compétence accordée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 21 janvier 2019, a décidé l'émission de 1.000.000 obligations convertibles en actions (les « OCA ») au profit d'un établissement bancaire.

Le 11 juin 2019, le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes a souscrit un emprunt obligataire convertible de 1M€ pour une durée de 7 années et à un taux d'intérêt annuel de 5%.

125.000 OC de 8€ chacune ont alors été émises et sont convertibles à raison d'1 action pour 1 obligation dans les cas suivants :

- demande par l'un des partenaires financiers de Mare Nostrum dans le cadre d'un besoin de renforcement des fonds propres de la société ;
- toute opération juridique portant sur le capital de Mare Nostrum et faisant perdre au concert des associés fondateurs sa qualité d'actionnaire disposant du plus grand nombre d'actions (directe ou indirecte) de Mare Nostrum.

Les OC non converties à leur échéance bénéficieront d'une prime de non-conversion, qui est provisionnée.

Les passifs financiers comprennent les emprunts et autres dettes porteuses d'intérêt.

Les coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'émission d'un passif sont étalés linéairement sur la durée du passif concerné.

Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires issu des activités de Mare Nostrum est reconnu et présenté de la manière suivante :

- Ventes de marchandises et refacturations : il s'agit de l'activité centrale d'achat de Mare Nostrum envers les sociétés du Groupe Mare Nostrum et des refacturations de Mare Nostrum à Aequor de travaux réalisés dans les locaux de la rue Constantine à Grenoble
- Prestations de service : il s'agit des prestations entrant dans le champ des conventions intra-groupe et composées essentiellement des redevances de marques ou de licences.

Frais d'augmentation de capital

Conformément à l'article L 232-9 du code de commerce, il a été décidé d'imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes d'émission.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Distinction résultat courant / résultat exceptionnel

Le résultat courant enregistre les produits et charges relatifs à l'activité courante de l'entreprise.

Les éléments non récurrents des activités ordinaires sont portés en résultat courant. Il s'agit notamment des éléments suivants :

- Dotations et reprises d'amortissements,
- Dotations et reprises de dépréciation des créances.

Les éléments exceptionnels, hors activités ordinaires, constituent le résultat exceptionnel.

Clients et comptes rattachés

Les créances clients sont initialement comptabilisées à leur juste valeur, déduction faite des provisions pour dépréciation.

Une provision pour dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité de la société à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction.

Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la probabilité d'une faillite ou d'une restructuration financière du débiteur et une défaillance ou un défaut de paiement constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance.

Les taux de dépréciation appliqués sont :

- 100 % en cas de Liquidation Judiciaire
- 80 % en cas de Redressement Judiciaire
- 50 % en cas de Procédure de Sauvegarde ou Litige avéré

Le montant de la provision est comptabilisé au compte de résultat en dotations aux provisions.

MARE NOSTRUM a par ailleurs souscrit une assurance-crédit qui couvre une partie des risques d'impayés et peut permettre au Groupe d'être indemnisé en cas de non-paiement de ses créances commerciales issues de son activité travail temporaire. Lorsqu'une nouvelle créance douteuse est transférée à l'assurance-crédit, elle est enregistrée en perte irrécouvrable dès lors que l'assurance indemnise la société. Tant que l'assurance n'a pas confirmé sa prise en charge, une provision pour dépréciation est constatée.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

CICE

Le CICE était un dispositif fiscal français constituant une créance sur l'Etat qui pouvait être utilisée pour le paiement de l'impôt sur les sociétés. Il était comptabilisé au rythme de l'engagement et il était à prendre en compte au fur et à mesure de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes.

La comptabilisation du CICE était réalisée par l'option d'une diminution des charges de personnel (au crédit d'un sous compte 64). Ce produit n'était pas imposable fiscalement.

La créance était comptabilisée dans un compte 44*.

Le CICE était utilisé pour la reconstitution du fonds de roulement des sociétés.

Le CICE était préfinancé par BPI France ou BNP PARIBAS FACTOR. Le préfinancement permettait aux entreprises de couvrir leur trésorerie dans l'attente de l'obtention du CICE.

Depuis le 1^{er} janvier 2019, le CICE a été remplacé par un allègement de charges sociales, conformément aux textes en vigueur.

Annexe libre 2

Etat exprimé en euros

Faits marquants de l'exercice

En date du 18 janvier 2019, MARE NOSTRUM a procédé à des augmentations de capital par incorporation de réserves et apport de titres de sociétés déjà intégrées globalement de la part d'actionnaires de MARE NOSTRUM :

- 51 K€ (Capital) + 4 193 K€ (Primes d'émissions) : apports de la société AL & CO DEVELOPPEMENT de titres des sociétés suivantes : 2ID / AC020 / AC030 / AC040 / AC050 / AC060 / AC070 / AC080 / AC090 / AC100 / AC110 / AC120 / AC130 / TRIDENTT 180
- 21 K€ (Capital) + 1 728 K€ (Prime d'émission) : apport de la société FINANCIERE SAINT VIAL de titres de 2ID
- 3 K€ (Capital) + 216 K€ (Prime d'émission) : apport de la société VIGNEMONT TOUS TRAVAUX de titres de 2ID
- 80 K€ (Capital) : incorporation de réserves

En novembre 2019, dans le cadre de l'introduction en bourse de MARE NOSTRUM, la société a fait l'objet d'une augmentation de capital pour un montant de 153 K€ (par l'émission de 1.526.717 actions), assortie d'une prime d'émission de 7 797 K€, par le biais d'une conversion d'obligations convertibles pour 5.3 M€ et une souscription par le public pour 2.7 M€.

Les coûts liés au IPO ont été imputés à la prime d'émission pour un montant de 1 503 K€.

Le capital est désormais de 757 K€ et le montant total des primes d'émissions s'élève à 12 431 K€.

Un nouvel emprunt obligataire a été souscrit pour un montant global de 1 000 K€. D'autres emprunts ont été souscrits par le Groupe pour 7,6 M€.

Afin d'associer des solutions digitales à ses offres RH, MARE NOSTRUM a acquis, respectivement en mars et juin 2019, 51% de la société LINKEYS pour 245 K€ et 4,3% de la société PRISMO pour 50 K€. Les capitaux propres de LINKEYS sont de 241 K€ au 30 juin 2019.

De plus, dans le but de développer son offre de formation, MARE NOSTRUM a acquis, en octobre 2019, 89,99% de la société AT PATRIMOINE, spécialisée dans la formation des métiers liés au gardiennage d'immeuble, pour 8 100 K€. Le protocole d'acquisition du 4 juin 2019 prévoit le calcul d'un éventuel complément de prix d'un montant maximal de 2 700 k€, à verser le cas échéant au plus tard le 31 mai 2022. A l'issue du calcul effectué selon les termes du protocole, aucun complément de prix n'est à enregistrer au 31 décembre 2019.

Plusieurs agences de travail temporaire ont été créées au cours de l'exercice 2019. Par ailleurs, une filiale spécialisée dans la formation a été créée à proximité de Lyon, en partenariat avec Delta Drone : ERGASIA CAMPUS.

La fin du dispositif fiscal CICE a été actée pour l'année 2019. Ainsi le crédit d'impôt a été remplacé

Annexe libre 2

Etat exprimé en euros

par une baisse de 6 points du taux de cotisation patronale d'assurance maladie-invalidité pour la masse salariale qui ne dépasse pas 2.5 SMIC.

Le FSPI (Fonds de sécurisation des parcours des salariés intérimaires) a été annulé par décision du Conseil d'Etat le 28/11/2018. Cette charge patronale représentait 0.5% de la masse salariale des salariés intérimaires.

BPI France a octroyé à MARE NOSTRUM la qualification « entreprise innovante ».

Cette qualification lui donne accès au Fonds Communs de Placement dans l'Innovation (FCPI) dont l'objectif est de promouvoir le financement des PME innovantes.

La société a constaté la liquidation de 2 de ses filiales :

- MN CONEX qui a engendré une charge exceptionnelle de 105 K€
- MUC2 qui a engendré un produit financier de 31 K€

Événements postérieurs à la clôture

La crise sanitaire liée au Covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 constituent un événement postérieur au 31 décembre 2019 qui n'a pas donné lieu à un ajustement des comptes annuels clos au 31 décembre 2019, c'est-à-dire que les actifs et passifs, les charges et produits mentionnés respectivement au bilan et au compte de résultat au 31 décembre 2019 sont comptabilisés et évalués sans tenir compte de cet événement et de ses conséquences.

La pandémie Covid-19, ainsi qualifiée par l'OMS depuis le 11 mars 2020, a impacté significativement l'activité de Mare Nostrum depuis la seconde quinzaine de mars. En effet, le chiffre d'affaires réalisé pour plus de 85% dans le Travail Temporaire, et à plus de 70% dans le BTP, subit de plein fouet l'arrêt de chantiers mais également la fermeture de lignes ou de sites industriels, ou encore les mesures de distanciation sociale rendant impossible le déroulement de formations en présentiel.

Ainsi, sur la seconde quinzaine de mars, l'activité de Travail Temporaire a été réduite de 90%, l'activité Formation de 100%, l'activité de Portage salarial de 70%.

Compte tenu des impacts potentiels des mesures de confinement sur ses clients, des incertitudes sur l'environnement économique et l'horizon d'une reprise de ses activités, particulièrement en France, MARE NOSTRUM n'est pas en mesure de déterminer de façon certaine à court et moyen terme l'impact du Covid-19 sur son chiffre d'affaires et ses performances.

L'octroi, dans le cadre d'une première phase, d'un PGE de 7 M€ débloqués à partir du 4 mai 2020, permet d'assurer la liquidité du Groupe à court terme, une seconde partie étant à l'étude à partir de juin pour un montant maximal de 7 M€.

ANNEXE - Elément 2

Immobilisations

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2019
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	265 327		493 536			758 863
	Autres	1 369 330		122 520			1 491 850
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 634 657		616 056			2 250 713
	 						
CORPORELLES	Terrains						2 805
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement	2 805					2 805
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	83 200		675 320			758 521
	Matériel de transport	49 394		19 381			68 775
	Matériel de bureau, mobilier	221 128		147 163			368 291
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours	71 042			71 042		
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	427 569		841 865	71 042		1 198 391	
 							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	4 171 640		15 190 513		634 341	18 727 812
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	70 794		115 435		13 705	172 523
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 242 434		15 305 947		648 046	18 900 335
 							
TOTAL		6 304 660		16 763 868	71 042	648 046	22 349 440

Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

Nature des biens immobilisés	Mode	Durée
Frais de constitution	Linéaire	5 ans
Frais de recherche et développement	Linéaire	3 à 5 ans
Concessions et droits similaires	Linéaire	3 ans
Autres immobilisations incorporelles	Linéaire	3 à 4 ans
Installations techniques	Linéaire	3 à 8 ans
Installations et agencements divers	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 8 ans

ANNEXE - Elément 3

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2019
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	42 582	70 270		112 853
	Autres	68 260	13 588		81 848
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	110 842	83 859		194 701
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement	2 805			2 805
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	2 657	83 837		86 494
	Matériel de transport	16 679	14 950		31 629
	Matériel de bureau, mobilier	114 548	63 448		177 997
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	136 690	162 236		298 925	
TOTAL		247 532	246 095		493 626

	Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires						Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Dotations			Reprises			
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

ANNEXE - Elément 4

Provisions

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2019
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres	80 000	77 483	80 000	77 483	
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	80 000	77 483	80 000	77 483
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations				
	<ul style="list-style-type: none"> incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières 				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients	98 175			98 175
Autres					
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	98 175			98 175
TOTAL GENERAL		178 175	77 483	80 000	175 658
Dont dotations et reprises	<ul style="list-style-type: none"> - d'exploitation - financières - exceptionnelles 		26 175 51 308	80 000	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

ANNEXE - Elément 5

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros		31/12/2019	1 an au plus	plus d'1 an
		CREANCES		
Créances rattachées à des participations				
Prêts (1) (2)				
Autres immobilisations financières		172 523	49 793	122 730
Clients douteux ou litigieux		79 787	79 787	
Autres créances clients		12 612 316	12 612 316	
Créances représentatives des titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices		18 705	18 705	
Taxes sur la valeur ajoutée		2 063 484	2 063 484	
Autres impôts, taxes versements assimilés				
Divers		160 472	160 472	
Groupe et associés (2)		17 200 435	17 200 435	
Débiteurs divers		1 089 300	1 089 300	
Charges constatées d'avances		324 174	324 174	
TOTAL DES CREANCES		33 721 196	33 598 466	122 730
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice		505		
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2019	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
		DETTES			
Emprunts obligataires convertibles (1)		1 000 000			1 000 000
Autres emprunts obligataires (1)					
Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)		2 975 228	2 975 228		
Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)		9 061 167	1 446 674	5 704 857	1 909 636
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)		51 095	51 095		
Fournisseurs et comptes rattachés		7 851 673	7 851 673		
Personnel et comptes rattachés		60 028	60 028		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		65 432	65 432		
Impôts sur les bénéfices		675 363	675 363		
Taxes sur la valeur ajoutée		2 297 189	2 297 189		
Obligations cautionnées					
Autres impôts, taxes et assimilés		27 849	27 849		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		1 272 310	1 272 310		
Groupe et associés (2)		18 989 527	18 989 527		
Autres dettes		627 301	627 301		
Dette représentative de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
TOTAL DES DETTES		44 954 162	36 339 669	5 704 857	2 909 636
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice		8 600 000			
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice		2 679 887			
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)		6 892			

ANNEXE - Elément 6.03

Frais d'établissement

Etat exprimé en euros	31/12/2019	Valeur nette	Taux amortissement
Frais de constitution Frais de premier établissement Frais d'augmentation de capital			100,00
TOTAL			

--

ANNEXE - Elément 6.04

Frais de recherche

Etat exprimé en euros	31/12/2019	Montant	Recherche fondamentale	Recherche appliquée	Développement
Dép. R & D sans contrepartie spécifique - N'entrant pas dans le cadre commande client - En fonction de clients potentiels Dép. R & D avec contrepartie spécifique - Clients français Etat collectivités publiques - Autres clients - Clients étrangers		756 238			756 238
TOTAL		756 238			756 238
Autres dépenses de R & D - Cotisations parafiscales - Subventions versées - Acquisition résultats recherche					
TOTAL					
TOTAL GENERAL		756 238			756 238
Dont inscrit au compte 203 du bilan		646 010			

ANNEXE - Elément 6.05

Fonds Commercial

	31/12/2019	Observations
Achetés avec protection juridique Eléments acquis du fonds de commerce Fonds commerciaux réévalués Fonds commerciaux reçus en apport		
TOTAL		

ANNEXE - Élément 6.10

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros		31/12/2019
Total des Produits à recevoir		1 129 794
Autres créances clients		818 550
<i>CLIENTS FACTURES A ETABLIR</i>	<i>818 550</i>	
Autres créances		311 245
<i>FOURN RRR A OBTENIR</i>	<i>171 455</i>	
<i>ETAT PRODUITS A RECEVOIR</i>	<i>109 164</i>	
<i>PRODUITS A RECEVOIR</i>	<i>30 626</i>	

ANNEXE - Elément 6.10

Produits à recevoir (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/12/2019	31/12/2018	Variations	%
Créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Autres créances clients	818 550	361 549	457 001	126,40
Autres créances	311 245	703 260	(392 015)	-55,74
TOTAL	1 129 794	1 064 808	64 986	6,10

--

ANNEXE - Élément 6.11

Charges à payer

Etat exprimé en euros

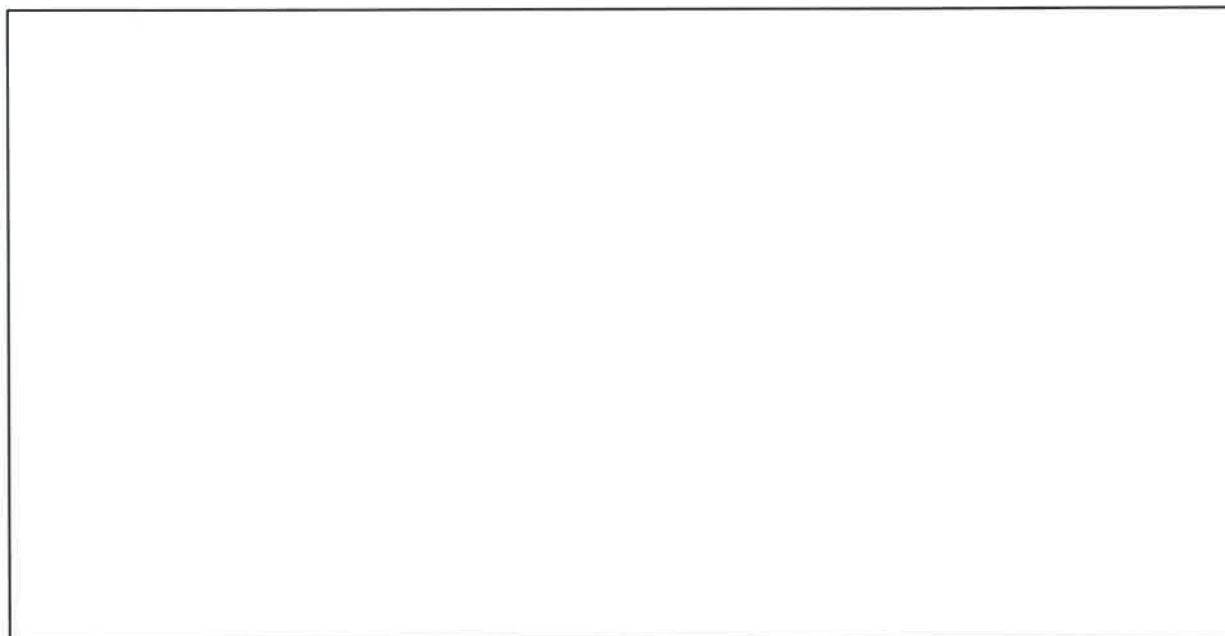
31/12/2019

Total des Charges à payer		1 009 006
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		1 327
<i>INTERETS COURUS A PAYER</i>	<i>1 327</i>	
Emprunts et dettes financières divers		17 284
<i>INT COURUS/AUTRES EMPRUNTS ET DETTES</i>	<i>17 284</i>	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		748 388
<i>FOURN FACTURES NON PARVENUES.</i>	<i>748 388</i>	
Dettes fiscales et sociales		77 605
<i>DETTES PROV. CONGES PAYES</i>	<i>39 074</i>	
<i>CHARGES SUR CONGES A PAYER</i>	<i>12 469</i>	
<i>ETAT AUTRES CHARGES A PAYER</i>	<i>17 823</i>	
<i>TA + FP</i>	<i>8 239</i>	
Autres dettes		164 401
<i>CLIENTS RRR A ACCORDER</i>	<i>164 401</i>	

ANNEXE - Élément 6.11

Charges à payer (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/12/2019	31/12/2018	Variations	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 327	13 690	(12 363)	-90,31
Emprunts et dettes financières divers	17 284	6 459	10 825	167,59
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	748 388	803 133	(54 745)	-6,82
Dettes fiscales et sociales	77 605	54 334	23 271	42,83
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes	164 401	164 401		
TOTAL	1 009 006	1 042 019	(33 013)	-3,17



ANNEXE - Elément 6.12

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2019
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		324 174	324 174
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			324 174

--

ANNEXE - Elément 6.12

Charges constatées d'avance (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/12/2019	31/12/2018	Variations	%
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION	324 174	252 126	72 048	28,58
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL	324 174	252 126	72 048	28,58



Annexe libre

Etat exprimé en euros

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LE BILAN ACTIF :

Créances concernant les entreprises liées :

Créances clients :	11 732 534 €
Fournisseurs débiteurs :	27 766 €
Comptes courants :	17 200 435 €
Autres débiteurs divers :	236 888 €

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LE BILAN PASSIF :

Dettes concernant les entreprises liées :

Dettes fournisseurs :	5 544 114 €
Clients créditeurs :	35 381 €
Comptes courants :	18 982 554 €
Autres créditeurs divers :	407 470 €

Variations des Capitaux Propres

Etat exprimé en euros	Capitaux propres clôture 31/12/2018	Affectation du résultat N-1 ¹	Apports avec effet rétroactif	Variations en cours d'exercice ²	Capitaux propres clôture 31/12/2019
Capital social	450 500			306 997	757 497
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...				12 431 405	12 431 405
Ecart de réévaluation	42 899				42 899
Réserve légale	45 050				45 050
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves réglementées					
Autres réserves	96 022	657 127		(79 500)	673 648
Report à nouveau					
Résultat de l'exercice	657 127	(657 127)		1 570 769	1 570 769
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	1 291 597			14 229 671	15 521 268

Date de l'assemblée générale

Dividendes attribués

¹ dont dividende provenant du résultat n-1

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après affectation du résultat n-1 1 291 597

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports avec effet rétroactif 1 291 597

² Dont variation dues à des modifications de structure au cours de l'exercice

Variation des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure 14 229 671

ANNEXE - Elément 6.14

Capital social

Etat exprimé en euros		31/12/2019	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice		5 300,00	85,0000	450 500,00
	Emises pendant l'exercice		7 569 668,00	0,1000	756 966,80
	Remboursées pendant l'exercice			0,0000	
	Du capital social fin d'exercice		7 574 968,00	0,1000	757 496,80

L'assemblée générale mixte des actionnaires réunie le 18 janvier 2019 a augmenté le capital de la société d'une somme de soixante-dix-neuf mille cinq cent (79 500) euros par incorporation de réserves. Cette augmentation a été réalisée par élévation de la valeur nominale, portant ainsi la valeur nominale de quatre-vingt-cinq (85) euros à cent (100) euros, puis a divisé consécutivement la valeur nominale des actions par mille (1 000) portant ainsi la valeur nominale de cent (100) à dix centimes (0.10) d'euros et le nombre des actions composant le capital social de cinq mille trois cent (5 300) actions à cinq millions trois cent mille (5 300 000) actions attribuées à chaque actionnaire à raison de mille (1 000) actions ordinaires nouvelles pour une (1) action ordinaire ancienne.

Autres augmentations de capital : cf. faits marquants de l'exercice.

ANNEXE - Elément 8

Engagements financiers

Etat exprimé en euros	31/12/2019	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus			
Avals, cautions et garanties			
Cf. état Engagements financiers - Avals, cautions et garanties		8 217 961	965 685
		8 217 961	965 685
Engagements de crédit-bail			
Engagements en pensions, retraite et assimilés			
Autres engagements			
RACHAT 30% ALTROS SERVICES		277 500	
		277 500	
Total des engagements financiers (1)		8 495 461	965 685
(1) Dont concernant :			
Les dirigeants			
Les filiales			
Les participations			
Les autres entreprises liées			

Mare Nostrum a par ailleurs souscrit une assurance-crédit qui couvre une partie des risques d'impayés et peut permettre au groupe d'être indemnisé en cas de non-paiement de ses créances commerciales issues de son activité travail temporaire. Lorsqu'une nouvelle créance douteuse est transférée à l'assurance-crédit, elle est enregistrée en perte irrécouvrable dès lors que l'assurance indemnise la société. Tant que l'assurance n'a pas confirmée sa prise en charge, une provision pour dépréciation est constatée.

ANNEXE - Elément 9

Dettes garanties par des Sûretés Réelles

Etat exprimé en euros

Nat. Dette	Nature de la Garantie	Org. Bénéficiaire	Montant début	31/12/2019
EMPRUNT	CAUTION SOLIDAIRE ENVERS T160	CIC	100 000	56 864
EMPRUNT	CAUTION SOLIDAIRE ENVERS T170	CIC	100 000	56 864
EMPRUNT	CAUTION SOLIDAIRE ENVERS T180	CIC	100 000	56 864
EMPRUNT	CAUTION SOLIDAIRE ENVERS EI020	CIC	100 000	56 864
EMPRUNT	CAUTION SOLIDAIRE ENVERS AC130	CIC	100 000	56 864
EMPRUNT	CAUTION SOLIDAIRE ENVERS AC120	CIC	100 000	56 864
EMPRUNT	NATISSEMENT PARTS SOCIALES	BPA	500 000	347 571
EMPRUNT	NANTISSEMENT ACTIONS ET CESSION D	CA	150 000	129 206
EMPRUNT	CAUTION SOLIDAIRE RECUE DE AEQUOR	BPA	500 000	347 571
EMPRUNT	CAUTION SOLIDAIRE RECUE DE AEQUOR	CA	500 000	437 645
EMPRUNT	CAUTION SOLIDAIRE RECUE DE FSV	CA	200 000	180 469
EMPRUNT	NANTISSEMENT TITRES AT PATRIMOINE	CA	7 400 000	7 400 000
		TOTAL	9 850 000	9 183 646

Identité de la société mère consolidant les comptes

31/12/2019

DENOMINATION SOCIALE - SIEGE SOCIAL	FORME	CAPITAL	% DETENU
AEQUOR 9 AVENUE DE CONSTANTINE 38100 GRENOBLE	SAS	1 994 298	46,88

Suite à l'introduction en bourse de MARE NOSTRUM, la société a désormais l'obligation d'établir des comptes consolidés dont elle est l'entreprise consolidante selon le règlement CRC 99-02.

ANNEXE - Elément supplémentaire

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Rémunération des dirigeants :

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Effectif

L'effectif de la société s'élève à 17 salariés

Engagement en matière de pension et de retraite

Pour les indemnités de fin de carrière, la méthode de calcul retenue est la méthode rétrospective.

L'engagement correspondant aux services antérieurs, c'est-à-dire selon l'ancienneté du salarié acquise à la date d'évaluation.

L'engagement correspondant aux services futurs, c'est-à-dire aux droits susceptibles d'être acquis par le salarié entre la date d'évaluation et la date probable de départ en retraite.

L'estimation des engagements prend en compte la probabilité pour un salarié d'être vivant dans l'entreprise à la date de son départ à la retraite. Elle est pondérée par un taux d'actualisation financier qui varie chaque année et qui est publié.

D'autre part, l'étude actuarielle est réalisée à partir de paramètres économiques, sociaux et techniques propres aux entités consolidées. Ces paramètres sont les suivants au 31 décembre 2019 :

Taux de progression des salaires =	2%
Age de départ à la retraite =	67 ans pour les cadres et 65 ans pour les non-cadres
Taux de rotation des salariés =	1% pour les cadres et 2% pour les non-cadres
Table de mortalité utilisée =	TV 88/90
Taux d'actualisation financier =	0,77%

Le départ intervient à l'initiative du salarié.

Ils étaient les suivants au 31 décembre 2018 :

Taux de progression des salaires =	2%
Age de départ à la retraite =	67 ans pour les cadres et 65 ans pour les non-cadres
Taux de rotation des salariés =	1% pour les cadres et 2% pour les non-cadres
Table de mortalité utilisée =	TV 88/90
Taux d'actualisation financier =	1,57%

Le départ intervient à l'initiative du salarié.

Le montant de la dette actuarielle au 31/12/2019 s'élève à 9 565 euros.

ANNEXE - Elément supplémentaire

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice se décompose de la manière suivante :

Nature du chiffre d'affaires	31/12/2019		31/12/2018	
	Montant HT	Taux	Montant HT	Taux
Ventes de marchandises	739 308	9,69%	928 503	17,10%
Prestations de services	5 364 916	70,32%	3 674 727	67,67%
Produits des activités annexes	1 675 620	21,96%	673 273	12,40%
Rabais, remises et ristournes accordées	- 150 704	-1,98%	154 132	2,84%
TOTAL	7 629 140	100,00%	5 430 635	100,00%

L'évolution du chiffre d'affaires constatée entre les 2 exercices est en lien avec la création de nouvelles filiales (listé détaillée dans le paragraphe « faits marquants de l'exercice »).

Résultat financier

	31/12/2019	31/12/2018
Autres produits financiers de participations	1 344 333	1 241 358
Autres intérêts et produits assimilés	33 897	191 685
Reprises sur provisions et transferts de charges	80 000	181 587
Total des produits financiers	1 458 230	1 614 630
Dotations financières aux amortissements et provisions	26 175	0
Intérêts et charges assimilées	451 603	276 664
Total des charges financières	477 778	276 664
RESULTAT FINANCIER	980 452	1 337 966

Les produits financiers de l'exercice 2019 sont principalement composés de :

- 982 K€ de dividendes,
- 363 K€ d'intérêts de cash-pooling,
- 31 K€ de boni de liquidation,

Les charges financières de l'exercice 2019 sont principalement composées de :

- 338 K€ d'intérêts de cash pooling.
- Le solde correspond quasi intégralement aux intérêts d'emprunts.

ANNEXE - Elément supplémentaire

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Les produits financiers de l'exercice 2018 étaient principalement composés de :

- 1 086 K€ de dividendes,
- 155 K€ d'intérêts de cash-pooling,
- 192 K€ du boni de TUP,
- 182 K€ de reprise de provisions en lien avec la cession du pôle travaux.

Les charges financières de l'exercice 2018 étaient principalement composées de :

- 234 K€ d'intérêts de cash pooling.
- Le solde correspond quasi intégralement aux intérêts d'emprunts.

Résultat exceptionnel

	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	106 544	0
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 792 908	282 250
Total des produits exceptionnels	1 899 452	282 250
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	376	40 606
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	738 417	545 272
Dotations pour risques et charges exceptionnelles	51 308	0
Total des charges exceptionnelles	790 101	585 879
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 109 351	- 303 629

le résultat exceptionnel de 2019 est principalement composé des cessions de titres de participations.

Le résultat exceptionnel 2018 était principalement composé de la cession des 3 entités du pôle BTP que sont les sociétés : GROUPE R1, ROZI TRAVAUX et R1 RENO. Cette cession a entraîné un produit de cession de 282 K€ pour le montant de la valeur de cession et une charge de 545 K€ pour la valeur nette comptable des titres.

Autres informations relatives au compte de résultat

Les postes de charges et produits composant le résultat de l'exercice figurent au compte de résultat des états financiers.

On pourra s'y reporter ainsi qu'à la plaquette financière annuelle, documents qui fournissent une information plus détaillée.

Autres informations

Au 31 décembre 2019, la société présente un déficit reportable de 3 168 417 €.

Tableau des filiales et des participations

Filiales et participations	Capital social	Réserves et RAN	QP du capital détenu en %	VB des titres	VN des titres	Prêts et avances consentis par la société	CA HT du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société
----------------------------	----------------	-----------------	---------------------------	---------------	---------------	---	--------------------------------	-----------------------------------	-------------------------------------

Filiales (plus de 50% du capital détenu)

NEPTUNE RH	76 720 €	55 602 €	100,00%	84 720 €	84 720 €	0 €	63 149€	-30 425 €	0 €
FOCUS CONSULT	10 000 €	-50 183 €	76,00%	3 800 €	3 800 €	0 €	88 763€	9 685 €	0 €
MO10	352 300 €	-485 430 €	74,62%	217 378 €	217 378€	0 €	279 274€	-2 475 €	0 €
TRIDENTT SAVOIE INTERIMA	82 334 €	37 121 €	93,41%	103 777 €	103 777€	156 188 €	4 04 021,10 €	172 843 €	71 730 €
PLATINIUM CQFT	82 733 €	-70 231 €	80,37%	139 361 €	139 361€	44 334 €	149 083€	-260 739 €	0 €
NRH APT	8 000 €	-100 272 €	76,00%	6 080 €	6 080 €	0 €	423 241 €	-30 322 €	0 €
NRH42	10 000 €	19 031 €	76,00%	1 320 €	1 320 €	0 €	32 709€	18 363 €	0 €
TRIDENTT SECOND OEUVRE	100 000 €	120 340 €	83,15%	97 363 €	97 363 €	15 024 €	3 14 818,1€	-21 211 €	38 143 €
TRIDENTT 050	100 000 €	233 768 €	76,00%	76 000 €	76 000 €	0 €	443 488€	86 841 €	129 200 €
AC090	50 000 €	134 024 €	94,90%	824 174 €	824 174€	69 803 €	3 66 533,8 €	131 695 €	0 €
TRIDENTT 070	26 734 €	17 631 €	94,00%	43 234 €	43 234 €	0 €	2 89 073,4 €	29 713 €	0 €
TRIDENTT 080	74 900 €	38 251 €	94,00%	70 406 €	70 406 €	129 318 €	4 18 494,8 €	19 903 €	120 000 €
ZID	713 200 €	205 236 €	94,90%	2 791 406 €	2 791 406 €	0 €	2 03 728,8 €	226 238 €	0 €
ECOSFERA	33 390 €	487 €	31,02%	17 033 €	17 033 €	0 €	174 951 €	20 144 €	0 €
DEVELOPPEMENT	3 000 €	37 270 €	100,00%	3 000 €	3 000 €	0 €	1 27 170,5 €	-70 364 €	0 €
TRIDENTT 210	6 217 €	10 138 €	94,00%	6 408 €	6 408 €	0 €	4 07 523,6 €	-7 305 €	0 €
AC VLA	1 000 €	1 609 €	31,00%	3 100 €	3 100 €	0 €	79 551€	63 383 €	0 €
NEPTUNE RH ROUMANIE	489 €	-271 €	31,00%	235 €	235 €	0 €	16 598,4 €	42 351 €	0 €
TRIDENTT 120	22 317 €	18 273 €	94,00%	17 202 €	17 202 €	238 810 €	3 28 269,0 €	70 923 €	0 €
NRH 010	100 000 €	-28 118 €	94,00%	34 000 €	34 000 €	36 062 €	3 35 030 €	-217 083 €	0 €
TRIDENTT 130	3 384 €	14 288 €	94,00%	8 069 €	8 069 €	304 491 €	4 15 012,4 €	100 712 €	20 000 €
ENTERIM SOLUTIONS	52 500 €	43 342 €	84,00%	52 500 €	52 500 €	363 €	1 89 743,0 €	-84 407 €	0 €
NRH44	3 000 €	240 290 €	60,00%	3 000 €	3 000 €	12 461 €	30 832,9 €	34 116 €	0 €
TRIDENTT 140	22 230 €	11 866 €	94,00%	20 913 €	20 913 €	132 140 €	2 33 428,5 €	31 726 €	30 000 €
GO MOBILE	4 000 €	13 472 €	70,00%	2 800 €	2 800 €	0 €	18 048€	-13 147 €	0 €
CO10	100 000 €	110 163 €	76,00%	38 000 €	38 000 €	0 €	3 07 641,4 €	13 633 €	76 000 €
NRH 442	9 300 €	-41 348 €	89,23%	9 000 €	9 000 €	77 330 €	71 363€	-68 148 €	0 €
MARE NOSTRUM IDF	20 000 €	-16 113 €	90,00%	18 000 €	18 000 €	462 476 €	15 2 079 €	15 555 €	0 €
ZI060	100 000 €	47 275 €	76,00%	38 000 €	38 000 €	0 €	1 75 372,8 €	15 928 €	38 000 €
ZI070	36 300 €	20 029 €	94,00%	34 310 €	34 310 €	0 €	98 863,2 €	7 366 €	40 000 €
MAG020	6 450 €	10 432 €	94,00%	6 053 €	6 053 €	0 €	2 75 074,1 €	56 095 €	0 €
EI020	30 000 €	2 607 €	76,00%	38 000 €	38 000 €	31 015 €	42 096,5 €	-8€ 238 €	0 €
AC080	30 000 €	70 925 €	94,90%	415 757 €	415 757€	0 €	2 29 735,5 €	59 888 €	0 €
AC 100	30 000 €	48 236 €	94,90%	397 772 €	397 772€	0 €	623 022,20 €	108 691 €	47 430 €
AC 110	30 000 €	14 305 €	94,90%	276 823 €	276 823€	0 €	2 31 377,9 €	-7 610 €	47 430 €
AC 120	30 000 €	2 542 €	94,90%	47 430 €	47 430 €	0 €	2 14 329,6 €	4 328 €	0 €
AC 130	30 000 €	7 425 €	94,90%	33 123 €	33 123 €	0 €	5 80 813,1 €	90 081 €	47 430 €
CO20	30 000 €	81 381 €	76,00%	38 000 €	38 000 €	0 €	3 23 18,10 €	133 281 €	0 €
T150	15 667 €	6 436 €	94,00%	15 667 €	15 667 €	239 406 €	3 05 401,8 €	3 982 €	0 €

T170	30 000 €	33 213 €	75,00%	38 000 €	35 000 €	0 €	2 785 344 €	51 333 €	0 €
T180	30 000 €	113 283 €	94,90%	287 486 €	287 486 €	0 €	3 922 093 €	136 334 €	0 €
AC070	30 000 €	18 271 €	94,90%	827 514 €	827 514 €	0 €	3 344 333 €	8 477 €	0 €
ALTROSSERVICES	246 573 €	133 346 €	70,00%	547 300 €	547 300 €	0 €	819 973 €	53 800 €	53 000 €
NRHQ20	30 000 €	-1 081 €	75,00%	38 000 €	38 000 €	0 €	179 633 €	1 230 €	0 €
Z1080	30 000 €	0 €	75,00%	33 000 €	33 000 €	0 €	1 128 020 €	-3 488 €	0 €
AC140	30 000 €	0 €	94,00%	47 000 €	47 000 €	383 032 €	2 033 271 €	81 043 €	0 €
AC130	30 000 €	0 €	94,00%	47 000 €	47 000 €	283 313 €	1 946 382 €	16 389 €	0 €
AC160	30 000 €	0 €	94,00%	47 000 €	47 000 €	54 022 €	223 635 €	4 889 €	0 €
AC170	30 000 €	0 €	94,00%	47 000 €	47 000 €	233 020 €	963 374 €	1 310 €	0 €
NRHQ30	30 000 €	0 €	86,00%	43 000 €	43 000 €	48 000 €	297 319 €	-14 888 €	0 €
TRIDENTT 190	30 000 €	0 €	94,00%	47 000 €	47 000 €	143 740 €	290 566 €	-16 888 €	0 €
NEW GEST	23 000 €	-1 573 €	94,00%	46 377 €	46 377 €	0 €	910 333 €	-17 816 €	0 €
T100	125 000 €	-85 481 €	94,00%	173 900 €	173 900 €	0 €	7 314 376 €	33 204 €	0 €
Z040	4 657 €	80 996 €	94,00%	4 387 €	4 387 €	67 634 €	8 067 023 €	30 137 €	40 000 €
AC020	100 000 €	233 144 €	80,00%	204 998 €	204 998 €	0 €	3 233 120 €	14 623 €	80 000 €
AC030	100 000 €	166 176 €	94,90%	386 939 €	386 939 €	0 €	3 739 046 €	-70 864 €	0 €
NR#21	3 378 €	16 337 €	46,37%	3 030 €	3 030 €	9 073 €	38 477 €	-168 891 €	0 €
AC040	100 000 €	386 468 €	94,90%	171 284 €	171 284 €	0 €	4 999 037 €	87 189 €	0 €
COMMUNITY WEB	1 000 €	20 251 €	83,00%	7 370 €	7 370 €	0 €	316 580 €	-1 300 €	0 €
AC050	60 000 €	38 113 €	80,00%	140 484 €	140 484 €	0 €	4 187 317 €	-73 488 €	0 €
AC060	30 000 €	232 757 €	80,00%	232 261 €	232 261 €	0 €	4 142 931 €	-5 620 €	80 000 €
C030	30 000 €	0 €	75,00%	38 000 €	38 000 €	0 €	163 423 €	10 089 €	0 €
UNKEYS	483 190 €	-133 164 €	33,36%	243 223 €	243 223 €	774 373 €	17 816 €	20 193 €	0 €
Z020	110 000 €	-173 799 €	21,82%	104 400 €	104 400 €	0 €	3 724 389 €	-133 174 €	0 €
AF020	10 000 €	0 €	75,00%	7 600 €	7 600 €	6 €	0 €	0 €	0 €
AC180	30 000 €	0 €	75,00%	22 800 €	22 800 €	64 €	145 €	-2 411 €	0 €
AC190	30 000 €	0 €	75,00%	22 800 €	22 800 €	64 €	248 €	-1 199 €	0 €
AC220	30 000 €	0 €	75,00%	22 800 €	22 800 €	68 €	1 020 €	-1 732 €	0 €
AC230	30 000 €	0 €	75,00%	22 800 €	22 800 €	66 €	4 717 €	-1 004 €	0 €
T230	30 000 €	0 €	75,00%	22 800 €	22 800 €	68 €	1 987 €	-1 394 €	0 €
T240	30 000 €	0 €	94,00%	28 200 €	28 200 €	333 €	17 037 €	-2 023 €	0 €
T250	30 000 €	0 €	75,00%	22 800 €	22 800 €	343 €	2 813 €	-1 721 €	0 €
T260	30 000 €	0 €	75,00%	22 800 €	22 800 €	34 €	1 312 €	-1 868 €	0 €
T270	30 000 €	0 €	75,00%	22 800 €	22 800 €	279 €	433 €	-1 000 €	0 €
AC200	30 000 €	0 €	75,00%	22 800 €	22 800 €	85 €	739 €	-3 713 €	0 €
AC210	30 000 €	0 €	75,00%	22 800 €	22 800 €	63 €	793 €	-4 318 €	0 €
T200	30 000 €	0 €	75,00%	22 800 €	22 800 €	64 €	868 €	-1 898 €	0 €
T220	30 000 €	0 €	75,00%	22 800 €	22 800 €	64 €	1 038 €	-1 103 €	0 €
C040	30 000 €	0 €	75,00%	22 800 €	22 800 €	13 €	125 €	-1 086 €	0 €
ATPATRIMD IVE	124 200 €	3 752 475 €	29,59%	8 100 000 €	8 100 000 €	0 €	792 167 €	104 870 €	0 €

Participation (10 à 50% du capital détenu)

L'ÉDO VMO	3 000 €	-1 083 €	34,00%	1 700 €	1 700 €	16 000 €	47 088 €	1 825 €	0 €
CONTACT D PRO	10 000 €	3 053 €	40,00%	4 000 €	4 000 €	0 €	155 350 €	15 392 €	0 €
SCHESS21	3 000 €	-71 243 €	23,75%	1 000 €	1 000 €	64 342 €	13 561 €	3 011 €	0 €
SEJTER 1	NC		10,00%	3 000 €	3 000 €	3 200 €	NC		0 €
DOMINO ACTIO GRENOBLE	100 000 €	21 277 €	49,00%	24 500 €	24 500 €	26 421 €	192 8599 €	-20 274 €	0 €
AERNESS	1 000 €	-267 714 €	30,00%	300 €	300 €	805 000 €	0 €	2 383 €	0 €
AL ET CO DEVELOPEMENT	NC		13,00%	125 €	125 €	22 155 €	NC		0 €
AV EUROPE	333 €	5 054 €	33,98%	300 €	300 €	119 958 €	116 243 €	17 032 €	0 €
DOMINO ACTIO SUD OUEST	100 000 €	94 193 €	49,00%	49 000 €	49 000 €	0 €	7 621 228 €	14 772 €	0 €
ERGASIA CAMPUS	1 000 €	0 €	30,00%	300 €	300 €	0 €	0 €	-14 342 €	0 €